

BENOÎT
HAMON

CE QU'IL
FAUT DE
COURAGE

Plaidoyer pour
le revenu universel

CE QU'IL FAUT
DE COURAGE

DU MÊME AUTEUR

Tourner la page, Flammarion, 2011.

La politique est à nous (avec Yannick Jadot et Michel Wieviorka), Robert Laffont, 2017.

Pour la génération qui vient, Équateurs, 2017.

Benoît Hamon

CE QU'IL FAUT DE COURAGE

Plaidoyer pour le revenu universel

ÉQUATEURS

ISBN 978-2-84990-704-7.

Dépôt légal : octobre 2020.

© Éditions des Équateurs / Humensis, 2020.
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

contact@editionsdesequateurs.fr
www.editionsdesequateurs.fr

À Marie Anne et Claude,
Jeanne et Hervé.
Yona.
Henri.

Introduction

« On résiste à l'invasion des armées ; on ne résiste pas à l'invasion des idées¹. » Une idée s'est introduite dans le débat public, un peu par effraction à ses débuts. Depuis, elle s'affermi, se dresse et fleurit. Le temps du revenu universel est venu. C'est ma conviction. Peu importe comment on le nomme : « revenu universel », « revenu inconditionnel », « revenu de base », « revenu d'existence », « revenu social garanti », « allocation universelle », « revenu de vie », « revenu de citoyenneté », « dotation inconditionnelle d'autonomie ». Ce livre défend la création d'un revenu qui soit versé à tous (universel), indépendamment de la situation familiale de chacun (individuel), sans contrepartie (inconditionnel), et tout le temps de la vie. L'idée du revenu universel « envahit » le débat public comme une réponse vitale à la crise qu'affronte l'humanité. Parallèlement, la haine et l'appétit de domination enrôlent de nouveaux adeptes et font tomber les unes après les autres les résistances, démocratiques, culturelles et éthiques dont

1. Victor Hugo, *Histoire d'un crime*, 1877.

nous pensons qu'elles nous garderaient du chaos. Le plaider que je m'apprête à livrer pour le revenu universel d'existence (RUE) n'est pas un exercice rhétorique, c'est un argumentaire pour « gros temps », pour armer ceux qui veulent détourner l'humanité de sa trajectoire vers l'effondrement et lui proposer un nouvel âge de l'émancipation et de la démocratie.

L'histoire du revenu universel est ancienne et remonte notamment aux heures glorieuses des révolutions américaine et française, quand Thomas Paine, parmi les premiers, défend le principe d'un revenu qui soit versé à tous les citoyens, indépendamment de la situation matérielle et financière de chacun. Son idée était révolutionnaire par sa simplicité. Parce que l'humanité reçoit en legs l'œuvre de Dieu et du travail accumulé par toutes les générations qui l'ont précédée, rien ne justifie qu'une minorité accapare les fruits abondants de la Création. Le revenu universel se conçoit donc comme une contrepartie légitime au partage inégal des richesses qui s'est opéré entre les hommes, générations après générations. On retrouve une inspiration semblable, aujourd'hui, dans la philosophie des biens communs de l'humanité, ces ressources naturelles, matérielles et immatérielles qui devraient échapper au régime de la propriété publique ou privée pour être protégées et transmises aux générations futures.

Depuis Thomas Paine, l'idée d'un revenu universel d'existence a fait son chemin. En 2020, elle trouve des partisans parmi les libéraux, les écologistes, au sein de la gauche et n'a donc pas le même contenu, ni le même sens, ni les mêmes buts, selon qui la soutient.

Je l'ai défendue lors de l'élection présidentielle. C'était

il y a plus de trois ans. L'idée a été débattue, a surpris, déstabilisé, indigné ou réjoui. Elle a permis d'interroger les transformations du travail, d'anticiper les impacts de la révolution numérique, de réfléchir sur nous-mêmes, sur notre autonomie relative, sur notre émancipation contrariée, nous, citoyens souverains dans l'ordre politique mais soumis et obéissants dans l'ordre économique. Les Français ne m'ont pas soutenu. En janvier 2018, un an après ma victoire aux primaires de la gauche, grâce à un projet dont le revenu universel était la pierre angulaire, 63 % des Français s'y déclaraient toujours opposés quand 34 % s'y disaient favorables. Maigre consolation à ce désaveu, le revenu universel d'existence était, sans aucun doute, la seule idée nouvelle et stimulante retenue par les Français lors de la dernière élection présidentielle. Ce revenu universel, échappé le temps d'une élection à une relative clandestinité, retrouverait-il son statut d'utopie sympathique, qu'il n'aurait, pour certains, jamais dû quitter ?

La crise de la Covid-19 est venue changer la donne ou, plutôt, accélérer les prises de conscience. La machine économique s'est soudain arrêtée de tourner en raison du confinement de la population mondiale. En France, des millions de femmes et d'hommes ont vu leur vie basculer du jour au lendemain, passant d'un emploi du temps réglé entre leur vie professionnelle et leur vie privée à des journées où se mêlaient plusieurs types d'activité sans qu'il devienne possible de distinguer le travail du non-travail. Ballottés entre la classe à domicile pour les enfants, le télétravail pour leur entreprise ou leur administration et les tâches domestiques, les Français ont vécu dans une zone grise où le travail succédait au travail, pour l'un lié à leur emploi, reconnu et

rémunéré, pour l'autre ou les autres, pas moins stressants, pas moins exigeants, pas moins fatigants, mais sans aucune contrepartie ni reconnaissance, sinon la satisfaction personnelle du travail accompli. Le confinement auquel se sont pliés des millions de Français a montré combien le travail est de moins en moins résumé et corrélé à l'emploi et au salaire. Les personnels de santé, qui ont travaillé sans relâche, ne comptaient même plus les heures supplémentaires accumulées, non récupérées, non payées. Les réfugiés, accoutumés au visage inflexible et soupçonneux de l'administration française, ont soudain été appelés à la rescousse pour prêter main-forte aux agriculteurs et travailler dans les champs.

Les héros de notre époque ont changé de CV. Fini, les jeunes gens issus des grandes écoles, priés de devenir des millionnaires décomplexés. Vive la foule d'anonymes, payés entre un et deux SMIC, aides-soignantes, infirmières, éboueurs, caissières, logisticiens, chauffeurs-livreurs, fonctionnaires de catégories B et C qui, chaque jour, chaque nuit, se levaient, travaillaient, tombaient malades pour nous transporter, nous nourrir, nous alimenter en énergie, en Internet, nous soigner et nous protéger. Ceux-là mêmes dont les gouvernements successifs avaient facilité le licenciement, dégradé les conditions de travail, bloqué l'évolution des salaires, retardé le départ à la retraite, ont tenu le pays debout et constitué ces bataillons indispensables envoyés « à la guerre », se payant de mots et d'applaudissements pour leur héroïsme ordinaire. Drôle de réveil que celui de la « start-up nation », incapable de produire une pièce de quelques centimètres carrés de tissu pour protéger ses citoyens. Drôle de réveil que celui de ce pouvoir jupité-

rien réduit à l'improvisation, contraint par une pénurie d'équipements et une dépendance aux acteurs pharmaceutiques privés qu'il avait lui-même aggravées. Drôle de réveil que celui d'un peuple face à un « gouvernement d'experts » multipliant les injonctions contradictoires sans se départir de l'assurance de ceux qui ne se trompent jamais.

Durant cette crise, le capitalisme s'est cherché un nouveau souffle en accélérant la substitution des hommes par les machines dans plusieurs secteurs de l'économie. Destinés à « soulager » les personnels soignants ou les livreurs, les robots ont fait leur apparition dans les hôpitaux ou les services de livraisons en lieu et place des hommes. Chacun a compris que cet intermède officiellement destiné à alléger la peine des travailleurs avait vocation à durer, une fois la crise terminée. Très vite, on constatera que la crise sert de prétexte à une réduction des coûts de production, en remplaçant le travailleur, son salaire, sa durée légale de travail et sa santé fragile par la machine et son infatigable capacité à produire. Chacun a compris que plusieurs grands groupes ont profité de cette crise et du carnet de chèques ouvert de l'État pour accélérer leur réorganisation, supprimer des emplois et précipiter leur robotisation. Les riverains des côtes exposées aux marées noires savent très bien qu'à l'annonce d'une pollution pétrolière, des armateurs scélérats en profitent pour ordonner à leur navire sur zone de « dégazer » en passant inaperçu. C'est la même chose avec cette crise sanitaire. Des entreprises profitent de la chute du PIB et des millions de suppressions d'emplois, pour hâter leur transformation, « dégraisser » comme les super tan- kers « dégazent », et se préparer pour l'après-crise à pro-

duire plus avec moins de personnes. L'occasion fait le laron.

Dans ce marasme, plusieurs pays ont réfléchi aux moyens de compenser la perte de revenus provoquée par la fermeture des entreprises et le confinement obligatoire de millions de salariés. La solution d'un revenu universel a resurgi naturellement. Au Royaume-Uni, en mars 2020, pas moins de cent soixante-dix parlementaires ont réclamé au gouvernement l'instauration d'un revenu universel le temps que durerait l'épidémie. Citizens Advice, réseau britannique d'associations caritatives, plaidait de son côté en faveur d'un « revenu minimum de crise » pour tous, d'un montant de 180 livres (195 euros) par semaine, permettant à chacun d'avoir suffisamment de ressources « pour protéger sa propre santé et la santé des autres ».

Dans la plupart des pays européens, le débat sur le revenu universel s'organise principalement autour de la création d'un minimum vital garanti à destination des populations les plus pauvres. En 2019, l'Italie a opté pour un « revenu de citoyenneté » sous la forme d'une allocation de 780 euros par individu et par mois versée aux 5 millions d'Italiens en situation de pauvreté. L'Espagne vient de créer, sous l'impulsion de son gouvernement d'union de la gauche, un « revenu minimum vital », cumulable avec d'autres revenus qui permettra aux pauvres de disposer d'une allocation de 462 euros par mois pour une personne seule, et jusqu'à 1015 euros pour une famille. Le gouvernement espagnol veut aider les foyers les plus modestes à payer leur loyer, acheter des aliments de première nécessité, se soigner, en leur attribuant une somme fixe chaque mois, sans aucune contrepartie.

Le confinement de milliards d'êtres humains au même moment a créé une situation extraordinaire à laquelle plusieurs pays ont répondu en élaborant des dispositifs transitoires d'inspiration proche du revenu universel. C'est le cas du Canada qui a construit un dispositif éphémère mais intéressant : la prestation canadienne d'urgence (PCU). Ce programme s'est adressé aux travailleurs canadiens qui avaient perdu leur emploi, étaient tombés malades, confinés en quarantaine ou maintenus auprès d'une personne malade en raison de la pandémie. Il offrait une prestation impossible pouvant atteindre 500 dollars canadiens (320 euros) par semaine, pour une période maximale de seize semaines. Le dispositif s'est interrompu avec la fin du confinement. Une idée semblable a été défendue en France par la CFDT sous la forme d'un « chèque relance ».

Longtemps marginal outre-Rhin, le débat sur le revenu universel a surgi durant la crise chez nos voisins allemands. Un quotidien de Francfort a suggéré que « les indépendants, les travailleurs free-lance, les créatifs, les artistes reçoivent un soutien financier de l'État, non sous forme de crédit, mais d'un revenu de base mensuel [...] à hauteur de 1 000 euros sur une période de six mois ». Mieux, la *Frankfurter Rundschau* a appelé l'État à « se saisir de l'occasion pour introduire le revenu universel à l'échelle de tout le pays », précisant qu'« avec l'automatisation du travail qui s'annonce, le revenu universel est une solution “sans alternative” ». Voilà que le revenu universel gagne le statut de « solution sans alternative », jadis réservé par Mme Thatcher à la démolition de l'industrie et du droit du travail britanniques jugés archaïques. Plus près de nous, ce même concept « *there is no alternative* » (TINA) était jusqu'ici

défendu par la chancelière allemande Mme Merkel ou le président de la République française, M. Macron, pour justifier le démantèlement de l'État providence, de la protection sociale et des systèmes de santé en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire et de réduire l'endettement public. Dans le sillage de ce débat prolifique en Allemagne, l'Institut allemand de recherche économique, vient de lancer une expérimentation d'une durée de trois mois auprès de cent vingt personnes qui recevront un revenu de base de 1 200 euros mensuels, pour un montant situé juste au-dessus du seuil de pauvreté allemand. L'objectif affiché est de progresser dans la connaissance empirique et rigoureuse des effets du revenu universel sur la vie des bénéficiaires. Arrêteront-ils de travailler? Se formeront-ils davantage? Leur santé s'améliorera-t-elle? Seront-ils plus ou moins créatifs? S'engageront-ils d'avantage dans la vie de la cité?

La Finlande a, pour sa part, rendu publics en mars 2020 les résultats de sa propre expérimentation du revenu universel lancée en 2016. Deux mille Finlandais à la recherche d'un travail ont été tirés au sort pour participer au projet, sans pouvoir refuser. Âgés de 25 à 58 ans, ces « élus » ont perçu pendant deux ans une indemnité de 560 euros non imposée, indépendamment de leurs autres ressources. En comparant l'évolution de la situation de ces bénéficiaires du revenu universel avec un échantillon de deux mille Finlandais qui restaient couverts par le système social traditionnel, l'étude conclut que si le revenu universel n'entraîne pas une reprise significativement plus importante d'activité de la part de ses bénéficiaires, les résultats démentent que le RUE incite à la paresse et provoque l'abandon de l'emploi et de l'activité. En cela, cette nouvelle étude confirme inté-

géralement les conclusions de l'expérimentation conduite à Dolphin (Canada) dans les années 1970 qui démontrait que le revenu universel n'encourage ni l'oisiveté ni l'indolence. Pour s'en convaincre, j'invite chaque lecteur à répéter l'expérience que je fais chaque fois que je présente le revenu universel devant un large auditoire. J'interroge la salle : qui arrêterait de travailler ou de chercher un emploi s'il percevait un RUE de 750 euros par mois ? Le nombre de mains levées ne représente jamais plus de 2 à 3 % de l'auditoire.

Regardons maintenant les bénéfices nets du RUE dans cette expérimentation finlandaise. Les bénéficiaires du revenu universel sont moins angoissés, ils ont le sentiment d'être mieux intégrés dans la société et font davantage confiance à leurs représentants politiques. Le revenu universel apparaît donc comme un outil indéniable d'intégration politique et sociale. L'initiateur de cette expérimentation, l'universitaire Olli Kangas souligne que « dans le système actuel, les gens s'inquiètent de ne pas recevoir l'argent sur lequel ils comptaient, en raison de complications bureaucratiques ou parce qu'ils ont gagné plus qu'ils n'auraient dû. Quand l'allocation est inconditionnelle, le niveau de satisfaction augmente. Ses bénéficiaires ont le sentiment de contrôler leur économie et leur avenir. Ils se sentent maîtres de leur vie, ce qui réduit leur niveau de stress et augmente leur bien-être ». L'enquête finlandaise confirme toutes les données préexistantes, le revenu universel est source de bien-être pour ses bénéficiaires parce qu'il leur donne de l'autonomie et donc une maîtrise, perdue ou inconnue jusqu'ici, de leur propre vie. Le temps c'est de l'argent, « *time is money* », disait Benjamin Franklin. L'expérimentation du revenu universel fait une autre démons-

tration : l'argent permet au citoyen de se réapproprier le temps qui lui manque cruellement pour choisir sa vie.

En guise de réponse globale à la crise économique sans équivalent ouverte par la pandémie, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a formulé une proposition ambitieuse et inédite, directement inspirée du revenu universel d'existence. L'organisation internationale propose de créer un revenu temporaire de base (Temporary Basic Income) qui permette aux personnes les plus vulnérables de rester à la maison, en leur garantissant les moyens d'acheter de la nourriture mais aussi de subvenir aux frais de santé et d'éducation. Dans un rapport présenté le 23 juillet 2020, le PNUD proposait que ce revenu temporaire soit versé durant six mois à quelque 2,7 milliards de personnes, dans 132 pays en voie de développement. Le coût de ce dispositif était évalué à près de 1 036 milliards d'euros, soit l'équivalent de 0,9 % du PIB mondial. Deux catégories de personnes étaient visées par ce dispositif : le milliard d'individus vivant sous le seuil de pauvreté, situé entre 1,6 et 4,70 euros par jour, mais aussi les 1,7 milliard de personnes dont les revenus s'approchent de ce seuil et que la crise risque de faire basculer dans le plus extrême dénuement. Parmi les instruments susceptibles de financer ce dispositif, le PNUD proposait un moratoire sur la dette des pays en voie de développement, rappelant avec perspicacité que la création de ce revenu temporaire d'existence ne coûterait que le tiers des 3 000 milliards de dollars payés par ces pays au titre du seul service de la dette. Le bénéfice de ce revenu directement versé en liquide aux personnes concernées, outre celui d'endiguer la pandémie en maintenant les bénéficiaires à domicile, serait évidemment de sou-

tenir les économies des pays ciblés grâce à la consommation de biens de première nécessité.

Et la France dans tout ça ? Avant la crise de la Covid-19, la protection sociale régressait. Longtemps en pointe avec la création du revenu minimum d'insertion en 1988, remplacé par le revenu de solidarité active en 2009, la création d'une couverture maladie universelle en 1999 et d'un droit opposable au logement en 2007, la France ne cesse, depuis plus de dix ans, de vouloir réduire ces droits ainsi que le nombre de leurs bénéficiaires et d'augmenter les contreparties exigées en échange des aides accordées. La lutte contre la pauvreté ne fait plus recette tandis que les manchettes sur la fraude sociale des plus pauvres ont la cote. Notre époque est oublieuse que la fraude des pauvres, quand elle existe, est une « pauvre fraude » en comparaison des milliards d'euros de la fraude fiscale.

Dans un tweet¹ publié fin 2019, le président de la République Emmanuel Macron a salué l'attribution du prix Nobel à l'économiste franco-américaine Esther Duflo en ces termes : « Le magnifique prix Nobel d'Esther Duflo rappelle que les économistes français sont actuellement au meilleur niveau mondial et montre que les recherches dans ce domaine peuvent avoir un impact concret sur le bien-être de l'humanité. » Le Président aime les idées, il les avale, les digère et les régurgite à grande vitesse. Mais il est certain que, s'il a peut-être pris connaissance des travaux d'Esther Duflo sur la pauvreté, il ne s'en inspire pas du tout dans son action politique et fait même exactement le

1. Tweet du compte officiel d'Emmanuel Macron, président de la République, le 14 octobre 2019.

contraire. Esther Duflo a démontré dans ses recherches que donner de l'argent aux pauvres n'avait, à l'inverse de ce qu'affirme le Président, aucun effet négatif sur le travail. « Quelqu'un qui perçoit un revenu garanti ne s'arrête pas de travailler parce qu'il a d'un coup assez d'argent. » En clair, contrairement à un discours omniprésent dans les cercles gouvernementaux, assurer une vie digne aux plus pauvres ne coûte non seulement pas « un pognon de dingue », mais n'encourage absolument pas non plus à l'oisiveté et à cesser de travailler. Au pire, l'effet sur le travail est neutre et on constate, preuves empiriques à l'appui, que le fait de redonner de l'autonomie aux individus grâce à un revenu de base leur permet de se former, de mener à bien un projet professionnel, de déménager pour se rapprocher d'un emploi, bref de travailler plus. Pourtant, ce discours qui prétend que l'aide sociale déresponsabilise semble rallier de plus en plus d'adeptes parmi les classes les plus aisées. On entend beaucoup parler d'atteinte à la liberté quand les revenus des plus riches sont diminués par l'impôt, mais beaucoup moins du surcroît considérable de liberté qu'offre la possibilité donnée aux pauvres de dépenser un peu d'argent pour mieux manger, se former, se déplacer ou réparer son logement. En effet, le bon sens voudrait que pour sortir quelqu'un du dénuement, on lui donne de l'argent, pour protéger un sans-abri, on lui propose un toit. Foutaises pour ceux qui gouvernent, ne se remettent jamais en question et préfèrent s'en tenir à la « responsabilité » de chacun pour s'en sortir. C'est une photographie saisissante d'une époque où des dirigeants qui ne prennent pas leurs responsabilités vis-à-vis du climat ou des inégalités font la leçon à des pauvres qui ne connaissent que la responsabilité

quand il faut compter chaque centime dépensé chaque jour, sacrifier sa vie personnelle pour l'éducation des enfants, chercher du travail, lutter contre le surendettement.

La France n'a jamais été aussi riche tandis que ses élites érigent les pauvres en parasites, en boulet, en cancer d'une société qui se porterait mieux, pauvres compris, si chacun se prenait d'avantage en main et cessait de tout attendre de l'État et de ses juteuses prestations sociales. N'espérons pas trop que ceux qui ont bénéficié de la perfusion massive d'argent public pour redresser leur activité changent d'avis, une fois la crise de la Covid-19 terminée. Le refrain des milieux dirigeants est connu : quand l'État finance les entreprises, il relance « bien » l'économie, quand il aide les pauvres, il dépense « mal » leurs impôts et creuse les déficits.

Parmi les élites françaises, beaucoup sont convaincus et proclament que le « train France », dont ils s'échinent à tirer les wagons, est irrésistiblement ralenti par le nombre et le poids de ceux que s'y installent en étalant leurs pieds sur le siège d'en face. Qui sont ces poids morts ? Les pauvres, si récalcitrants à l'effort qu'ils empêchent le convoi d'avancer à la bonne vitesse dans la compétition mondiale. Voilà le raisonnement économique : à l'heure de la compétition mondiale, la protection sociale, héritée de l'après-guerre, pénalise la croissance. Pour en finir, il faut responsabiliser les pauvres et leur rendre un service précieux en les bousculant un peu. Ces idées ne sont pas très nouvelles. En France comme dans d'autres démocraties libérales, il est devenu banal d'entendre des dirigeants politiques filer la métaphore du vénérable Confucius : mieux vaut apprendre aux pauvres à pêcher des poissons plutôt

que de leur en donner. Jolie posture qui consiste dans la pratique à réduire les aides sociales, à instaurer la dégressivité de l'indemnisation chômage pour « activer » les plus modestes et les inciter à se sortir de cette léthargie supposée où l'assistance sociale semble les plonger et les maintenir. Il faut aussi contrôler les chômeurs afin de vérifier qu'ils effectuent bien les démarches nécessaires pour retrouver un emploi tout en exigeant des bénéficiaires des minima sociaux qu'ils fassent la preuve de leur bonne volonté et de leur dévouement à l'intérêt général. « Ils font trop d'enfants », « ils profitent du système », « s'ils veulent du boulot, ils n'ont qu'à se lever pour en chercher, ils en trouveront ». Les pauvres font l'objet d'une caricature incessante qui, en leur reprochant d'abuser de leurs droits, de ne pas remplir leurs devoirs, les projettent hors de la société et leur dénie une humanité pleine et entière. Il est cocasse que les mêmes qui rechignent à ouvrir leurs comptes ou leur patrimoine à l'administration fiscale et luttent pour réduire l'influence d'un État jugé trop gras et trop interventionniste, les mêmes qui militent pour la réduction de la dépense publique, soient les premiers à réclamer davantage de contrôles pour surveiller les chômeurs et lutter contre les fraudeurs aux aides sociales.

La solution est toute trouvée : les riches seraient beaucoup plus entreprenants s'ils payaient moins d'impôts, les pauvres chercheraient et trouveraient du travail s'ils recevaient moins d'aides sociales. Pour Milton Friedman, la liberté, c'est pouvoir dépenser son argent à sa guise et le soustraire au maximum à l'impôt. Voilà le prodige ! Harpagon n'est pas pingre. En refusant de payer pour les pauvres, il leur rend service. Il les aide à devenir plus libres. Il est

généreux. Épargnons-leur la grossièreté de les aider avec de l'argent ou un logement, éduquons-les donc à la responsabilité et ils iront mieux. Abandonner les indigents à leur sort, c'est au fond les sauver. Peut-être même nous remercieront-ils ! Mais qui sont les vrais sauvages ?

La proposition de revenu universel d'activité sur laquelle Emmanuel Macron travaillait avant la pandémie est symptomatique de l'idéologie néolibérale et n'était ni plus ni moins qu'un RSA appauvri, une allocation sous conditions, alourdie d'obligations supplémentaires pour le bénéficiaire. Loin d'améliorer l'existant, le gouvernement français tournait le dos à l'extension du RSA aux moins de 25 ans et à l'automatisation de son versement – réclamée par toutes les associations humanitaires depuis de longues années –, qui éviterait que 30 % des bénéficiaires légitimes de ces allocations en soient privés. Plus clairement, l'absence de versement automatique des minima sociaux aux plus pauvres est une astuce technique et immorale de l'État pour faire des économies sur leur dos. En effet, n'autoriser la jouissance de l'aide qu'à la condition que la personne la réclame, entraîne, en raison de l'ignorance du dispositif, de la négligence, de la honte sociale ou de la bureaucratie, l'exclusion de centaines de milliers de pauvres du revenu minimum. On notera cependant le cynisme de la proposition du gouvernement français qui consiste à nommer sa proposition de sous-RSA « revenu universel d'activité », pour le parer des mérites d'une belle idée tout en poursuivant le projet aussi indécent qu'inefficace de la « responsabilisation » des pauvres face à leur propre pauvreté. Conscients des incohérences et des lacunes de ce système, dix-sept présidents de conseils départementaux ont proposé

en 2019 une expérimentation du revenu de base sous la forme d'une simplification des minima sociaux existants et d'une extension de leur bénéfice aux moins de 25 ans. La proposition prudente de revenu de base des présidents socialistes de département n'est pas encore le revenu universel d'existence, mais fait indéniablement avancer les choses en faveur d'une réponse qui serait, pour commencer, plus efficace pour réduire la grande pauvreté. En France, on moque avec mépris le système social américain. Observons pourtant que si le programme médical de Barack Obama visait à réduire les inégalités en rendant universel l'accès aux soins, notamment aux près de 50 millions d'Américains qui ne disposaient jusqu'alors d'aucune couverture sociale, notre système de santé faisait, avant la pandémie, le chemin inverse en poursuivant la transformation de l'hôpital public selon des critères de performance économique décorrélés du bien-être des patients et des personnels de santé.

En France, la protection sociale est traditionnellement attachée au statut du travailleur. La mise en place d'un revenu universel modifierait complètement cette logique. Permettre à tout individu d'en disposer, sans condition, dissipe l'opposition entre le travailleur et le chômeur et neutralise la lutte entre les *insiders* qui se battent pour conserver leur travail et les *outsiders* qui se battent pour le leur prendre. C'est un changement radical. Il met un terme à un système où les protections sont principalement attachées au contrat de travail et au salarié et non à l'individu. Accorder des droits à l'individu et non au travailleur permet d'en finir avec la figure de « l'assisté » et d'éviter les phénomènes de stigmatisation.

L'opinion publique poursuit son évolution en profondeur sur le revenu universel. En effet, dans une enquête conduite auprès de 12 000 personnes dans 16 pays de l'Union européenne, une équipe de chercheurs de l'université d'Oxford révèle que 71 % des Européens répondent favorablement à la question de savoir s'ils souhaitent que soit « versé à chaque Européen un revenu d'existence quel que soit son statut ». Plus de deux Européens sur trois approuvent donc la création d'un revenu universel d'existence. Que de chemin parcouru en si peu de temps. Il convient néanmoins de tempérer l'enthousiasme que procure une telle enquête car les biais sont nombreux, notamment la confusion qui existe entre un revenu minimum garanti versé à toute personne pauvre et le revenu universel d'existence versé sans contrepartie à toute personne, dès sa naissance. Cela montre cependant, que loin d'être une ligne d'horizon qui s'éloigne du même nombre de pas que ceux que nous faisons en sa direction, le revenu universel s'est installé dans le débat public, à l'heure de la révolution numérique et de la transition écologique, comme la seule alternative sérieuse au *statu quo*. À condition de viser l'éradication de la pauvreté, la liberté et l'émancipation des hommes et leur souveraineté dans l'ordre politique et l'ordre économique.

La crise épidémique est venue bousculer notre perception du travail. Mais pas encore suffisamment pour dénouer cette double vérité du travail qui retient une majorité des classes populaires d'adhérer et de croire au revenu universel. Que nous dit Pierre Bourdieu sur ce point capital ? « La méconnaissance de la vérité objective du travail comme exploitation fait partie des conditions réelles de l'accom-

plissement du travail, de l'exploitation, en ce qu'il porte à trouver dans le travail un profit intrinsèque, irréductible au revenu d'argent¹. » On ne travaille donc pas seulement pour subsister. On trouve dans le travail une récompense subjective. C'est parce qu'on y cherche et trouve cette récompense qu'on oublie qu'on y est exploité. Croire que ceux dont le travail est répétitif, usant et aliénant, rêvent tous de ne plus travailler et de s'enfoncer dans un sofa pour jouir du revenu universel serait une erreur. L'homme n'a aucune pente naturelle au parasitisme. Il ne s'épanouit pas naturellement de vivre aux dépens des autres. Il cherche l'œuvre à partir de laquelle il s'accomplira, tirera estime de lui-même et obtiendra la reconnaissance des autres. Cette œuvre, il veut l'atteindre par le travail.

Le travailleur trouve une raison d'être dans le travail. Il suffit de constater la mutilation que représente un licenciement. Le traumatisme produit par le licenciement n'est pas seulement lié à une perte de revenu mais aussi à une perte de statut et de raison d'être. Pierre Bourdieu nous enjoint à ne pas ignorer cette vérité subjective du travail qui transforme le travailleur en allié inconscient de sa propre exploitation. Il notait le perfectionnement du management pour dissimuler la vérité objective de la domination et « faire croire » au travailleur qu'il est le maître de son travail, même si les faits montrent qu'il n'est pas maître de grand-chose. En effet, s'il est un lieu où le souverain politique perd tout son pouvoir, c'est au travail, dans l'ordre économique. C'est la raison principale de ce livre. C'est ce que

1. Pierre Bourdieu, « La double vérité du travail », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 114, septembre 1996.

Déshumanisation	138
Schumpeter est mort.	143
Redevenir sujets	145
La réification du travailleur dégrade la vie démocratique	146
Sapere aude.	149
Plaidoyer écologique pour le revenu universel	157
Qui remboursera la dette écologique ?	158
La raison exilée	162
La fête à la croissance	165
Changer d'indicateurs de richesse	168
Le juste prix	179
Plaidoyer politique pour le revenu universel	186
Le réflexe anti-RUE d'une partie de la gauche	194
La gauche doit s'approprier la portée émancipatrice du revenu universel	199
Le RUE pré-distribue les richesses	204
Le déclin des salaires est la conséquence d'une perte de pouvoir des salariés	208
Le RUE : une bombe démocratique	212
Le RUE rétablit l'équilibre des pouvoirs entre le travailleur et l'employeur.	216
Comment passer à l'acte ?	224
Conclusion	247

ÉDITIONS **DES** ÉQUATEURS

www.editionsdesequateurs.fr

